

adressées aux autorités provinciales et à l'Université du Manitoba et que cette université avait déjà ouvert une enquête sur les méfaits possibles des radiations par microondes.

Étant donné que l'Université du Manitoba avait déjà ouvert une enquête, il a été décidé que nous l'aiderions, au lieu d'entreprendre une étude séparée. Notre aide consiste à recueillir des renseignements d'autres organismes qui étudient les effets des microondes sur les êtres humains, les animaux et les végétaux; nous aidons aussi financièrement les universités qui font des recherches sur l'énergie rayonnante à faible puissance et ses effets sur la volaille. Le doyen de la faculté d'agronomie de l'Université du Manitoba nous a tenus parfaitement au courant. Il n'existe encore aucune preuve à l'appui de l'hypothèse que la stérilité ou les pertes de plantes agricoles ou d'animaux soient imputables à la présence d'un tour à microondes. L'Université continue son enquête avec notre appui.

En ce qui concerne l'autre allégation du député, selon laquelle nous serions à la veille d'obtenir de nouveaux renseignements, et le reste, je crois qu'ici encore il faut dire que personne ne saurait garantir qu'une nouvelle découverte scientifique ne permettra pas un de ces jours de diagnostiquer à coup sûr le problème de l'homme en question au sujet de ses volailles. Nous avons certainement recouru à tous les moyens raisonnables pour tenter une analyse du problème et, dans les limites de la logique, j'estime que le gouvernement s'est acquitté de ses responsabilités. La même remarque s'applique à l'Université, au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral.

LES COMMUNICATIONS—MESURES DE COOPÉRATION AVEC LA FRANCE DANS LA RECHERCHE SPATIALE ET LES SATELLITES

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, ma question est importante. Nous vivons à l'époque de l'électronique, je le sais, mais j'aurais voulu parler des communications. J'ai lu, sinon compris, Marshall McLuhan et je me rends compte de l'importance de tout le domaine des communications. Je pensais que le ministre désigné des Communications aurait pu être ici ce soir. Je m'aperçois que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) doit assister à une réunion du comité que je viens de quitter, aussi j'ignore qui va répondre à ma question.

Je me demande, s'il ne s'est pas produit des faits importants que la Chambre ne connaît guère et dont le pays n'est pas conscient. C'est pour cette raison que je m'efforce depuis une semaine ou deux de poser des questions à ce

sujet. J'ai demandé au ministre désigné des Communications de faire une déclaration, mais jusqu'ici nous ne voyons pas grand-chose dans les comptes rendus de la Chambre en ce qui a trait aux télécommunications. Par contre, nous en apprenons beaucoup sur le sujet par les moyens d'information. Le *Star* de Montréal du 5 octobre publie un article en provenance des Nations Unies et signé par Robert Reford, qui dit ceci:

Le ministre des Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a proposé hier que le Canada et la France collaborent dans le domaine de la recherche et de la technologie spatiales, y compris les communications par satellite.

M. Sharp a fait cette proposition du cours de l'entretien qu'il a eu ici avec le ministre aux Affaires étrangères de la France, M. Michel Debré. Les deux hommes ont passé tout près d'une heure ensemble dans un coin retiré du salon d'un des délégués, après avoir entendu le ministre suppléant aux Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie adresser la parole à l'Assemblée générale.

M. Debré a pris note de la proposition, disant que son gouvernement l'étudierait.

Ils se sont entretenus de trois choses: les répercussions de la crise en Tchécoslovaquie, le Moyen-Orient, et la collaboration scientifique dans le domaine de la recherche spatiale. Dans les deux premiers cas, il s'agissait d'échanges de vues. Dans le troisième, d'une proposition précise de la part du Canada.

L'article poursuit:

La proposition sur la recherche spatiale était le sujet exceptionnel de leur conversation. Manifestement, c'était, pour le gouvernement fédéral, une façon de réagir à la rumeur selon laquelle la France et le Québec exploiteraient conjointement un système de télécommunications par satellite.

M. Sharp a signalé à M. Debré que le Canada et la France pourraient s'entraider dans bien des domaines, dont celui des installations techniques, de la recherche et de la technologie scientifiques.

J'aimerais qu'un ministre nous en dise au moins autant qu'on en a dit, paraît-il, à Robert Reford.

Un autre article faisant allusion à la presse parisienne d'un grand intérêt a paru sous la signature de Bernard Kaplan dans le *Citizen* d'Ottawa, le 8 octobre 1968. Je tiens à souligner ici que cette question relève d'un autre ministre, mais je la présente maintenant comme une indication de l'importance et de l'intérêt croissants qu'on porte à ce sujet. Voici un extrait de cet article:

Contrarié sur tous les fronts, de Gaulle semble vouloir concentrer ses légions éclaircies sur l'avancement de la culture française à travers le monde.

Je me rends compte qu'il ne s'agit pas d'une activité gouvernementale. Et l'article poursuit ainsi:

Le premier coup a été tiré lors de la première conférence de l'Association internationale des parlementaires de langue française tenu ici.